

Éditorial

Béatrice Giblin

Le vote pour le Brexit a surpris presque tous les Européens, y compris les Britanniques. Le débat avait été vif et les arguments contradictoires plus ou moins fallacieux, mais même dans un pays où les eurosceptiques étaient très nombreux, on ne pensait pas que les Britanniques oseraient sauter le pas et demanderaient à quitter l'Union européenne. Ce n'est d'ailleurs pas encore fait, car quitter l'UE n'est pas si simple, d'autant que les conditions de la sortie n'avaient guère été mises au point puisque ce scénario était jugé des plus improbables.

Si la majorité de la population d'un État aussi important que le Royaume-Uni peut décider de quitter l'UE, cela signifie que celle-ci va mal. La crainte est désormais réelle de voir d'autres peuples suivre l'exemple britannique. On assisterait alors à la déconstruction possible de l'UE. Grave menace sur l'Europe donc, et retournement de situation puisque, jusqu'au Brexit, des États qui ne faisaient pas partie de l'UE rêvaient d'en devenir membre ou au moins d'obtenir un statut qui leur permette de profiter de certains avantages. De six en 1957 on passait à vingt-huit en 2013, avec l'entrée de la Croatie, et d'autres États sont encore candidats à l'intégration : le Monténégro, la Serbie et la Turquie¹, pour l'Albanie et la Macédoine les négociations n'ont pas encore débuté. Néanmoins, malgré ces demandes d'adhésion, il semblerait que ce projet inédit et audacieux ne fasse plus rêver, sans toutefois que les vingt-sept États membres de l'UE envisagent sérieusement de la quitter, si ce n'est les Pays-Bas, où le parti d'extrême droite le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders² réclame un « Nexit ». Déjà, en

1. Depuis l'évolution politique récente de la Turquie sous l'autorité du conservateur musulman Recep Erdogan, les négociations avec ce pays risquent d'être des plus longues, si ce n'est être suspendues *sine die*.

2. Ce parti est connu pour ses positions hostiles à l'immigration musulmane, à l'Union européenne et à l'euro.

avril 2016, le vote par référendum du rejet de l'accord entre l'UE et l'Ukraine par les Néerlandais a été compris comme un nouveau signe de défiance envers l'UE, et ce avant même le vote pour le Brexit. Les Néerlandais ne s'intéressent guère à cet accord, mais c'était, pour les europhobes, le moyen de montrer leur animosité envers l'UE. C'est pourquoi ils ont été à l'origine de ce référendum d'initiative populaire que l'État a été contraint d'organiser. Ce n'est qu'un avis consultatif et seulement 32 % des électeurs sont allés voter (s'ils avaient été 30 % le référendum aurait été invalidé) mais 61 % d'entre eux ont voté « non », soit environ 20 % du total des inscrits des électeurs néerlandais, ce qui correspond à l'électorat europhobe néerlandais. En février 2017, le PVV est en tête des sondages pour les élections législatives de mars, devant les partis de la coalition gouvernementale, les travaillistes du PvdA et les libéraux du VVD, menés par le Premier ministre Mark Rutte. Le leader du PVV affirme qu'il fera tout son possible pour obtenir un référendum sur une sortie de l'Union européenne, bien qu'en juin 2016 sa première tentative avec une motion pour sortir de l'UE présentée au Parlement ait été rejetée par une écrasante majorité (124 contre 14 « pour »).

En France, le Front national a une position plus ambiguë : il affirme qu'en cas d'accès au pouvoir il négocierait une sortie de l'euro, mais non de l'UE, sans préciser que pour ce faire il lui faudrait obtenir l'accord des dix-huit autres États de la zone euro.

Même si ces partis d'extrême droite europhobes et nationalistes ne sont pas au pouvoir, leurs discours hostiles à l'UE rencontrent un réel écho depuis vingt ans déjà. Dans nombre de pays européens, les partis d'extrême droite obtiennent désormais des scores élevés – entre 20 et 30 % des voix – et il arrive que le système électoral leur permette de faire partie de coalitions gouvernementales pour constituer des majorités de droite. L'Autriche, en 1994, fut le premier État européen à avoir une coalition gouvernementale de ce type, dans laquelle se trouvaient des élus du parti d'extrême droite FPÖ. C'était une première depuis la Seconde Guerre mondiale, et l'émoi politique fut grand dans les pays de l'UE car on se souvenait que la population autrichienne, dans sa grande majorité, avait été favorable à l'Anschluss et que les responsables politiques étaient pour partie les mêmes que durant cette triste période, tel Kurt Waldheim. Depuis, la présence de ministres d'extrême droite dans certains gouvernements européens ne suscite pour ainsi dire plus de réactions hostiles. Ainsi, Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, défie l'UE en faisant voter des lois jugées incompatibles avec la législation communautaire : loi qui limite la liberté de la presse, loi sur les cultes religieux, loi électorale qui permet aux Hongrois des États voisins de voter pour les listes de partis en Hongrie. Mais aussi et surtout en envoyant un questionnaire xénophobe sur les migrants et annonçant la relance d'un débat sur la peine de mort.

La crise des réfugiés musulmans

Ce regain de nationalisme ne peut qu'être conforté par la crise des migrants à laquelle l'UE est confrontée. L'Europe fait actuellement face à la plus grave crise migratoire de son histoire depuis 1945. Les experts estiment que, si l'Union européenne ne change pas sa politique envers les migrants, tout le système Schengen pourrait s'effondrer.

L'afflux massif et imprévu³ (était-il prévisible ?) a pris au dépourvu la Commission européenne et le Conseil européen. La première n'a pas su imposer aux États membres une répartition solidaire des réfugiés⁴ arrivés en Grèce et en Italie, par le biais de quotas – quotas refusés la France (du moins dans un premier temps), la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie – et elle a donc dû y renoncer (juin 2015) quand, au Conseil européen, les dirigeants des vingt-huit États membres n'ont pu que constater leurs divergences. Le refus des quotas, ce qui signifie en fait le refus d'accueillir des réfugiés, posture en opposition avec les valeurs européennes, a surpris. La chancelière allemande Angela Merkel a jugé inacceptable que certains pays de l'Union européenne refusent d'accueillir, parce qu'ils sont musulmans, des réfugiés demandeurs d'asile qui ne représentent pourtant qu'une toute petite minorité des migrants et qui sont déjà sur le territoire européen. Les quotas de répartition des demandeurs d'asile au sein de l'UE n'avaient donc qu'un seul but : soulager l'Italie et la Grèce qui sont en première ligne. D'après Eurostat, 625 000 personnes (dont 123 000 Syriens) ont demandé l'asile en Europe en 2014, soit une augmentation de 44 % par rapport à l'année précédente pour l'ensemble de l'Union européenne. 185 000 seulement (30 %) ont obtenu une protection, suite à une décision de première instance ou après un recours.

En fait, ce sont les centaines de milliers de migrants illégaux ou qui n'ont pas encore fait de demande d'asile, fuyant les combats en Syrie, en Afghanistan, au Soudan du Sud, en Somalie, et la dictature en Érythrée, qui ont suscité les réactions de rejet. Plus d'un million de migrants sont arrivés par la mer en 2015, et 85 % des migrants arrivés en Europe sont passés par la Grèce et les Balkans⁵. Près

3. L'ONU a qualifié la crise migratoire que traverse l'UE depuis 2015 de plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon les données fournies par l'agence Frontex, 1,83 million de réfugiés ont traversé de façon illicite les frontières de l'Europe.

4. Réfugiés un statut précis. La part de demandeurs qu'accueillerait chaque pays de l'UE serait calculée selon quatre critères : le PIB, le taux de chômage, la population et le nombre de demandes d'asile déjà enregistrées dans le pays. Chaque pays serait ensuite en mesure, comme c'est le cas actuellement, de déterminer s'il accorde ou non à ces demandeurs un statut de réfugié ou une protection subsidiaire.

5. <www.toutleurope.eu>, « Comment l'Europe fait face à la crise des réfugiés ? »

de trois millions de réfugiés syriens en Turquie, un million au Liban, 750 000 en Jordanie dont une partie s'est retrouvée sur la route de l'exil. Sauf en Allemagne où les réfugiés ont été bien accueillis (peut-être jusqu'à l'attentat de Berlin le 20 décembre 2016 ?), dans les autres pays traversés par ces migrants les réactions furent franchement hostiles : en Hongrie (voir l'article de Barbara Loyer), Slovaquie, Pologne, République tchèque. Leurs gouvernements ont vu un appel d'air pour les réfugiés dans l'accueil par l'Allemagne d'un million de demandeurs d'asile, en 2015, pour la plupart originaires de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, accueil assumé avec une certaine fierté comme le confirme la déclaration devenue célèbre d'Angela Merkel : « Nous y arriverons. » Or plusieurs gouvernements du groupe de Visegrad étaient déjà confrontés à la gestion très difficile des dizaines de milliers de migrants traversant leurs territoires (voir l'article de Jan Misiuna et Marta Pachocka).

La crainte suscitée par ce flux massif a été accrue par le fait qu'il s'agit de migrants majoritairement musulmans : l'islam, en raison des attentats perpétrés en Europe, étant désormais vu comme une menace par la majorité des opinions publiques. Aussi le triptyque migrants, islam, insécurité a-t-il bien fonctionné et certains gouvernements, dont celui de Viktor Orbán, ont su l'exploiter pour conforter leur pouvoir, alors qu'ils se trouvaient en difficulté.

Au sein de l'espace Schengen, où le principe de la libre circulation des personnes et des biens s'applique, on assiste depuis la crise de 2015 au projet de construction de « murs » entre des États membres de l'UE comme entre l'Autriche et la Slovénie, et même à leur construction entre la Slovénie et la Croatie (novembre 2016). La Slovénie redoute de nouvelles arrivées massives de migrants et entend contrôler les accès à l'espace Schengen. Toutes ces barrières font les affaires des réseaux de passeurs et de trafiquants (le montant de chaque passage pouvant atteindre 3 000 à 3 500 euros).

Toutefois, dès 2012, la Grèce érigeait un mur de 12 km à sa frontière terrestre avec la Turquie, pour limiter l'afflux toujours plus important de migrants qui empruntaient cette route à la suite du contrôle plus strict du détroit de Gibraltar. Puis cette frontière fut à son tour mieux contrôlée par les patrouilles grecques et européennes, entraînant un déplacement des flux des migrants vers la Bulgarie et les îles de la mer Égée proches de la Turquie, flux cette fois alimenté par les migrants de la crise syrienne. La Bulgarie frontalière de la Turquie a décidé à son tour de construire une barrière en 2014 avec miradors, caméras thermiques et un mur de barbelés haut de trois mètres sur une distance de 30 km, prolongé de 130 km avec les financements de l'Union européenne au titre de la protection des frontières, pour un coût total estimé à 46 millions. La frontière de l'UE, dont les limites n'avaient jamais été précisées, est-elle en train de se matérialiser définitivement en séparant clairement ceux qui sont dans l'UE des autres ?

Dans l'éditorial du numéro d'*Hérodote* consacré à l'extrême droite en Europe (2012), j'écrivais que les partisans d'extrême droite clamaient que la Nation chrétienne occidentale devait être protégée de la menace que faisait peser sur elle l'immigration musulmane. Cinq ans plus tard, ils en sont encore plus convaincus et de très nombreux citoyens européens, même s'ils ne partagent pas les idées des partis d'extrême droite, le sont devenus et souhaitent que le contrôle des frontières soit renforcé pour bloquer l'arrivée de nouveaux migrants de confession musulmane. La libre circulation des biens et des personnes au sein de l'espace Schengen est ainsi vue comme le cheval de Troie qui permet l'arrivée incontrôlée de migrants. Dès lors, l'UE n'apparaît plus comme un projet politique et économique aux effets positifs, assurant la paix durable entre anciens ennemis, la forte croissance des échanges commerciaux, la fin d'une concurrence monétaire préjudiciable aux uns et aux autres, mais comme une entreprise qui contribue à fragiliser la Nation en facilitant l'immigration, en mettant en concurrence des ouvriers européens aux salaires inégaux, les salariés les mieux payés voyant leurs emplois délocalisés dans les pays de l'UE où les ouvriers sont beaucoup moins payés. L'euro n'est plus une monnaie qui préserve des dévaluations inflationnistes mais seulement une monnaie qui a renchéri le coût de la vie quotidienne et qui affaiblit la souveraineté nationale puisque les dévaluations ne sont plus possibles. Ces dernières étant présentées comme un outil permettant de relancer les exportations sans vouloir voir qu'augmenterait d'autant le coût des importations, le pétrole par exemple, et que l'épargne – si forte en France : plus de 4000 milliards (soit plus de deux fois la dette publique) – perdrait de sa valeur au rythme des dévaluations successives.

La crise de l'euro, conséquence de la crise économique qui a touché fortement certains États membres (l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Irlande) a mis en péril la monnaie unique. La crise de l'euro fut encore aggravée par la difficulté à trouver un accord pour son traitement, la position intransigeante des Allemands bloquant toute solution pour rendre supportable la dette colossale de la Grèce après la découverte de l'état réel de ses comptes. La sortie de la Grèce de la zone euro était alors perçue comme une menace sur l'existence même de cette dernière. Les spéculateurs profitant de ces attermoissements pour jouer sur son explosion. En juillet 2012, une déclaration de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, y mettait fin : « Dans le cadre de son mandat, la BCE est prête à faire tout ce qui est nécessaire pour sauver l'euro. Et croyez-moi ce sera suffisant⁶. » Mais la crise de l'euro a fait prendre conscience que la monnaie unique n'a pas conduit les

6. En savoir plus : « Un graphique pour comprendre la phrase de Draghi qui a sauvé l'euro », www.lesechos.fr, 26 juillet 2016.

économies des États membres à converger, comme cela avait été prévu, tout au contraire : chaque pays a suivi sa propre politique économique sans se préoccuper de respecter les fameux critères de Maastricht.

Les attentats terroristes : plus d'Europe ou moins d'Europe ?

Madrid (2004) et Londres (2005) furent les premières capitales touchées, puis ce fut Paris (2015 et 2016), Bruxelles (2016) et Berlin (2016), ajoutons-y Nice (2016). Le fait que plusieurs capitales européennes aient été touchées fait prendre conscience qu'aucun pays n'est à l'abri, et l'image de l'Europe havre de sécurité et de paix est fortement écornée. Pour certains, c'est le signe qu'il faut se replier sur ses propres frontières pour mieux assurer la sécurité de son territoire national, pour d'autres, au contraire, il faut mieux assurer la défense de l'UE en renforçant le contrôle aux limites de l'espace Schengen.

Face à la série d'attaques perpétrées sur le territoire européen – dernière en date le 19 décembre 2016 à Berlin – l'Europe tente de renforcer son arsenal de lutte contre le terrorisme. Trois chantiers sont en cours : le renforcement du centre anti-terroriste d'Europol à l'initiative de la France, la réforme du système d'information Schengen (mais celui-ci n'a pas permis d'arrêter l'auteur de l'attentat de Berlin qui a pu circuler entre l'Allemagne, la France et l'Italie où il a été tué lors d'un contrôle, une politique antiterroriste européenne est encore à créer) et l'adoption de la directive « armes à feu », elle aussi à l'initiative de la France, destinée à empêcher la libre circulation des armes d'assaut à usage militaire du type « A47 Kalachnikov » utilisées lors de l'attentat du 13 novembre 2015 à Paris et achetées sur le darknet⁷ à un marchand d'armes en Allemagne. Mais ce domaine, hautement sensible, se heurte à de nombreux blocages car la sécurité relève traditionnellement des compétences nationales. Ainsi l'accord sur la rédaction de la directive armes à feu entre le Parlement européen et le Conseil n'a été trouvé que le 20 décembre 2016, soit le lendemain de l'attentat de Berlin.

Les partis nationalistes d'extrême droite prônent le rétablissement total et durable du contrôle aux frontières, ce qui est parfaitement illusoire. En revanche des efforts sont faits dans le partage de l'information et l'analyse du renseignement, cependant la vulnérabilité de l'UE au terrorisme est indéniable du fait de l'extrême imbrication des systèmes économiques et sociétaux. La résonance médiatique des

7. Darknet : des pages qui ne sont pas indexées et consultables *via* un navigateur traditionnel, il permet de naviguer dans un anonymat total, aucune identification n'est possible. Créé à l'origine pour permettre aux dissidents chinois de communiquer entre eux et le reste du monde.

attentats alimente la peur, accroît le sentiment d'insécurité et contribue à discréditer les responsables politiques jugés incapables de protéger leurs populations, ce dont profitent les partis d'extrême droite.

La réaction, qui consiste à réduire drastiquement les libertés publiques, à « dés-exceptionnaliser » l'état d'exception, à créer un « droit pénal de l'ennemi » ou encore à dépeindre l'islam comme un partenaire de guerre de civilisations, s'inscrit justement dans le cadre du projet terroriste. Notre réaction correspond ainsi pleinement à leurs attentes, à savoir déchirer le tissu social et détruire l'idéal démocratique⁸ ».

Un haut responsable allemand a indiqué dimanche tabler sur 250 000 à 300 000 nouveaux arrivants en 2016. Depuis un an, avec la décision début septembre 2015 de Mme Merkel d'ouvrir son pays aux demandeurs d'asile, de nombreux États européens, notamment en Europe de l'Est, estiment que la chancelière a créé un appel d'air migratoire.

Plusieurs d'entre eux ont affirmé en réaction ne pas vouloir voir émerger de communauté musulmane dans leurs pays. Dernier en date, le Premier ministre tchèque, Bohuslav Sobotka, le 23 août 2016. « Nous n'avons ici aucune forte communauté musulmane. Et, à vrai dire, nous ne souhaitons pas qu'une forte communauté musulmane se forme ici, vu les problèmes que nous observons⁹. » En 2015, la Slovaquie avait quant à elle indiqué qu'elle ne comptait accueillir que des migrants chrétiens.

Ainsi, depuis plus de dix ans – c'est-à-dire depuis 2005 –, pour un nombre toujours plus grand d'Européens, l'UE ne semble plus être un projet mobilisateur, mais plutôt un boulet contraignant qui empêche les peuples de gérer leurs affaires comme ils l'entendent. Mais si, en 2005, les Français, les Néerlandais et les Irlandais ont dit majoritairement « non » à la « Constitution » européenne, c'est bien qu'une certaine méfiance envers l'UE était déjà bien installée. On se souvient de la virulence du débat entre partisans du « oui » et partisans du « non ». Le fait que les dirigeants français et néerlandais de l'époque aient contourné les résultats de ce vote en faisant ratifier par leurs Parlements respectifs le traité de Lisbonne qui reprenait à quelques nuances près le texte de la Constitution, eut pour conséquence d'accroître le rejet d'une classe politique qui méprisait la volonté des peuples, qu'elle jugeait incapable d'en comprendre l'enjeu.

Puis, en 2008, est survenue la crise économique. Alors que les États-Unis, avec une politique monétaire qui aurait été jugée laxiste en Europe (faiblesse du dollar et des taux d'intérêt), ont relancé leur économie et l'emploi (le taux de chômage

8. Pierre Berthelet, enseignant-chercheur en sécurité intérieure européenne – PhD, université de Pau et des pays de l'Adour –, le JDD.fr, 21 décembre 2016.

9. Bohuslav Sobotka au quotidien *Pravo*.

était à 4,9 % en juin 2016), l'UE n'a pas eu la même politique, se calquant sur le modèle du gouvernement allemand qui a imposé une politique de rigueur et même d'austérité aux pays les plus fragilisés (Espagne, Portugal, Irlande, Grèce). L'UE n'a ainsi pas pu bénéficier à plein des prix bas du pétrole et de la demande en forte croissance aux États-Unis, qui aurait pu être favorable aux exportations européennes. Par exemple, la croissance est restée atone en France et le chômage a continué de croître, accentuant encore la déception des classes populaires envers les responsables politiques surtout de gauche, puisqu'elles en attendaient une amélioration de leurs conditions de vie. À la déception suscitée par la droite succède celle suscitée par la gauche auxquelles s'ajoute la déception envers l'UE qui n'a assuré ni les emplois, ni la sécurité mais a au contraire aggravé la concurrence entre les ouvriers européens (avec la politique des emplois détachés) et l'insécurité avec la libre circulation dans l'espace Schengen. On sait combien ce contexte est favorable à l'extrême droite. Néanmoins, l'échec du FPÖ à la présidence autrichienne, alors que les sondages annonçaient sa victoire, donne à penser que les opinions publiques européennes ne sont peut-être pas si prêtes que cela à voter majoritairement pour l'extrême droite.

L'affaiblissement de l'UE, dont le Brexit est le signe le plus tangible, peut être vu comme une aubaine par Vladimir Poutine, qui peut se sentir plus tranquille pour poursuivre sa politique de contrôle de son étranger proche, et ce malgré les sanctions imposées par l'UE, que plusieurs États membres souhaitent lever au plus vite.

De plus, les annonces de Donald Trump sur une possible réduction du budget de l'Otan pourraient aussi rassurer Poutine, lui qui voit dans l'extension de l'Otan vers l'est une menace pour la Russie (voir l'article de P.-E. Thomann), d'autant plus que les désaccords internes à l'UE sur la nécessité de mettre sur pied une armée commune rendent celle-ci improbable. La « nouvelle guerre froide » pourrait en rester là (voir l'article d'André Filler).

Le délitement de l'Europe depuis son élargissement à vingt-huit, lié à la moindre envie de poursuivre ensemble ce projet audacieux, ne pourrait, peut-être, être endigué que par une menace plus grande encore (de très graves et nombreux attentats islamistes ?) qui obligerait alors les vingt-sept avec la Russie, plus européenne que Poutine ne le pense, à devoir affronter ensemble le même ennemi.